

## BOURSE DE MADRID

# Comment Sonatrach a frôlé le pire

**Les actions de Sonatrach, détenues dans le capital de Gas Natural, ont frôlé le pire au cours de la semaine passée. Coté deux mois durant à hauteur de 15 euros, l'action du groupe pétrolier espagnol a brusquement chuté jeudi à 12,46 euros, provoquant ainsi un vent de panique à Alger.**

A la clôture de cette journée, on était en dessous de la barre des 12,48 euros, prix d'achat par Sonatrach des actions de Gas Natural. Autrement dit, la compagnie algérienne avait enregistré des pertes en valeur qui se chiffraient par millions d'euros.

Vendredi matin, on redoutait encore la poursuite de la chute des bourses européennes survénues dans le sillage des ventes massives de titres américains. Certains responsables algériens penchaient plutôt pour la vente immédiate de ces actions afin d'éviter une éventuelle hémorragie.

Finalement, on a lancé un grand soupir vendredi à la mi-journée, lorsque l'action de Gas

Natural avait repris ses tendances ascendantes et clôturé à 12,96 euros, enregistrant une évolution de 4,05% par rapport à celle de la veille.

Au mois de mai dernier, Sonatrach avait conclu un accord avec Gas Natural qui permettait au groupe algérien l'acquisition de 13 millions d'actions dans les actifs du pétrolier espagnol pour la somme de 514 millions d'euros. On considérait alors que l'opération était «positive» et pouvait générer des dividendes assez conséquents.

L'évolution de la bourse madrilène au cours des mois de juin et de juillet avait donné raison aux responsables qui favorisaient les placements boursiers par rapport



Photo : Samir Sid

**La déstabilisation des Bourses a eu des conséquences directes sur les placements algériens.**

aux dépôts presque inertes dans les institutions financières. L'action de Gas Natural s'était alors stabili-

sée dans la fourchette des 15 euros, générant ainsi une valeur ajoutée de 50 millions d'euros

environ. Mais voilà que la déstabilisation des bourses américaines et européennes a eu des conséquences directes sur les placements algériens et on pouvait aisément assister à un crash de la bourse madrilène, très fébrile déjà en raison de la chute de l'activité immobilière en Espagne. Les événements de la semaine écoulée sont susceptibles de relancer le débat sur les placements algériens en bons de trésor américain.

En fait, les fervents défenseurs de cette option ont saisi l'opportunité de la chute des places boursières pour monter au créneau et démonter la théorie des placements dans les actifs étrangers et dans les fonds souverains qui ont vécu, en l'espace de cinq jours, les pires moments. Ils estiment en ce sens que le peu de bénéfices générés par le trésor américain ne constitue pas un prétexte à ce qu'ils qualifient «d'aventurisme» sur les places boursières.

**H. Mosteghanemi**

## PÉTROLE

# Les cours toujours frileux

**Les cours de l'or noir restent toujours frileux alors que l'incertitude plane encore sur les marchés financiers mondiaux.**

Ce week-end, les prix poursuivaient leur repli, découragés par des indicateurs économiques mitigés aux Etats-Unis. A New York, le baril de light sweet crude a terminé, vendredi, à 85,38 dollars, en recul de 34 cents par rapport à la veille.

Soutenus en début de journée par la nette progression des ventes de détail, les marchés ont été, par la suite, ébranlés par la chute de moral des consommateurs. Le baril avait, certes, bondi de 6,42 dollars au cours des deux dernières séances et a même regagné 10 dollars après avoir touché mardi à un peu moins de 76 dollars, un prix exagérément bas.

Mais les cours restaient incertains, dans le contexte de fluctuations erratiques des places boursières. Ainsi, la semaine avait débuté avec la dégradation par l'agence de notation Standard & Poor's de la note triple A des Etats-Unis. Un vent de panique avait ensuite balayé

mercredi les places boursières après des rumeurs spéculatives visant la solvabilité de la France et la santé des banques françaises avant deux séances de rebond.

Mais en fin de semaine, les places financières ont terminé en hausse, apaisées par l'annonce de mesures visant à freiner la spéculation, dont l'adoption par l'Italie en urgence d'un nouveau plan de rigueur de 45,5 milliards d'euros sur deux ans, le volontarisme des politiques européens, ainsi que par l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs financières pendant 15 jours.

Toutefois, les incertitudes persistent encore sur la capacité des marchés à susciter la confiance des investisseurs. Et cela même si l'euro était en légère hausse à 1,4239 dollar. Voir l'or, traditionnelle valeur refuge en cas de crise, s'est replié à 1 736 dollars l'once après avoir atteint son niveau historique à 1 800 dollars. Mais en Algérie, l'exécutif reste muet alors que le débat sur la gestion des réserves de changes se poursuit.

**C. B.**

# Gel ou délocalisation du projet de la raffinerie de Tiaret ?

**Le gel du projet de raffinerie prévu à Tiaret continue de susciter des interrogations parmi le collectif des élus et la population locale.**

L'absence d'information officielle quant à la véracité ou non de cette décision laisse libre cours à toutes les interprétations. «S'agit-il d'une annulation pure et simple ou d'une délocalisation ?» se demandent des représentants de la société civile dans un document remis à notre bureau.

Ces derniers, qui n'arrivent pas à comprendre cette probable «annulation», ont manifesté leur inquiétude et interpellent le président de la République.

Déjà, en date du 20 avril dernier, un député avait, dans une question par écrits, demandé au ministre de l'Energie des éclaircissements sur le retard que connaît ce projet. Dans le même contexte, un groupe de 20 parlementaires représentant les wilayas des Hauts-Plateaux de l'Ouest a interpellé le 3 juillet 2011 le Premier ministre d'autant que celui-ci avait fait des déclarations quant au maintien du projet dans la wilaya de Tiaret, et ce lors de la présen-

tation de politique générale en octobre 2010. Le choix du site, la configuration des voies de communication (routes, ligne ferroviaire, aérogare), les expropriations des terres sont autant d'indices dénotant du maintien du complexe pétrochimique dans la capitale du Sersou, mais le silence qui s'en est suivi depuis laisse planer le doute.

Si cet abandon se confirme, cela accentuera le désespoir d'une région en nette croissance sur le plan démographique (un million d'habitants) avec un cheflieu de wilaya qui a enregistré un exode des plus importants lors de la décennie noire.

Selon les rédacteurs du document, «la situation devient préoccupante à plus d'un titre pour une contrée déjà mal en point sur le plan économique. L'absence d'un tissu industriel et de projets structurants n'augure aucune perspective de développement de la région, nonobstant la disponibilité d'une zone industrielle vierge et inexploitée depuis la fermeture il y a près de trois décennies d'un lot important d'entreprises, dont la Sonitex, la SN Métal, la Sonacome mais aussi des entités économiques de wilaya dans les

domaines des transports, du bâtiment, des travaux publics...», répliquent-ils. Cette zone, connue jadis pour son intense activité, est un lieu fantomatique en l'absence d'investissements fiables et durables. Les seules bâtisses qui restent ne sont que ruines et sujettes à des dégradations effrénées. L'exemple le plus édifiant est indubitablement celui du complexe lainier ex-Sonitex dont la superficie frise les 24 hectares toutes infrastructures comprises (bloc administratif, station d'eau, hangars...) ou encore celui de l'Emac de Frenda spécialisée dans le traitement et la production du cuir. La désertification économique des Hauts-Plateaux, souligne un citoyen, est porteuse de périls pour la cohésion et la stabilité. Et d'ajouter que l'Algérie ne peut continuer à concentrer les implantations industrielles sur la bande côtière au détriment de l'intérieur du pays.

La situation peu réconfortante qui prévaut continue à inciter la société civile extrêmement préoccupée, à focaliser son espoir sur cet appel à l'endroit du chef de l'Etat en vue d'un éventuel dénouement heureux.

**Benameur Mourad**

## LE LEXIQUE DE LA BOURSE

**Action, agence de notation, capitulation, obligation, voici par ordre alphabétique les expressions les plus employées sur les marchés.**

**Action** : part d'une entreprise cotée en Bourse. Contrairement aux obligations, elle n'offre pas de taux d'intérêt en guise de rendement mais un dividende (part du bénéfice) peut être octroyé par l'entreprise.

**Agence de notation** : les trois principales sont Standard and Poor's, Moody's et Fitch. Elles attribuent une note aux entreprises et aux Etats, qui permet aux investisseurs souhaitant prêter de l'argent de se repérer entre les plus fiables et les plus risqués.

**Analyse technique** : pratique boursière qui consiste à analyser les tendances à travers l'étude de l'évolution graphique d'un indice ou d'une valeur.

**Capitulation** : terme emprunté au vocabulaire militaire. Il signifie que les investisseurs vendent massivement et à n'importe quel prix sans regarder les fondamentaux économiques ou la valeur des entreprises.

**Chasse aux bonnes affaires** : mouvement d'achats massifs d'actions en Bourse, quand leur cours a tellement baissé qu'il devient intéressant d'investir.

**Courtier** : société ou personne chargée de mettre en relation un acheteur et un vendeur de titres sur le marché. Perçoit une rémunération en échange de ce service.

**Gérant de fonds** : financier qui travaille au sein d'une société d'investissement (banques, assurances, courtiers, etc.) et qui investit au mieux l'argent de professionnels et de particuliers, dans des domaines très variés (action, devises, etc.).

**Hedge funds** : fonds très spéculatifs qui exploitent les anomalies du marché et les failles de la réglementation financière pour réaliser des opérations juteuses.

**Krach** : baisse soudaine et précipitée des actions touchant une ou plusieurs places financières. Il n'y a

pas de définition économique précise mais, dans la pratique, cette expression s'applique à une baisse des cours de plus de 20% en une semaine ou de 10% dans la journée.

**Indicateurs** : statistiques économiques publiées le plus souvent par les Etats, à certaines fréquences (de la semaine à l'année) et concernant un large éventail de domaines (emploi, croissance, inflation, déficit).

**Indice** : regroupe les principales valeurs d'un pays, comme le Dax de Francfort, le CAC 40 de Paris ou le Dow Jones de New York. Existe aussi pour des valeurs internationales et des secteurs (banque, etc.).

**Marché interbancaire ou monétaire** : permet aux banques de se prêter de l'argent entre elles à court terme.

**Obligation** : créance ou fraction de la dette d'un pays, d'une entreprise ou d'un organisme public. L'obligation s'échange comme une action sur un marché dit marché obligataire et produit des intérêts dont le taux est appelé «coupon».

**Prise de bénéfices** : vente d'actions à un prix élevé et supérieur au cours d'achat afin d'empocher un bénéfice rapide.

**Trader** : personne dans les salles de marché (de banques ou de courtiers par exemple) chargée de trouver le meilleur prix d'achat ou de vente d'un titre, pour sa société (pour compte propre) ou un client (pour compte de tiers).

**Vente à découvert** : mécanisme spéculatif consistant à emprunter un actif dont on pense que le prix va baisser et à le vendre, avec l'espoir d'empocher une forte différence au moment où il faudra le racheter pour le rendre au prêteur.

**Wall Street** : rue de Manhattan qui par extension désigne la place boursière de New York.